

# COMMISSION PARITAIRE NATIONALE

Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile

## Avenant n° 78 à la Convention collective nationale relatif aux salaires minima

Les organisations soussignées,

*Vu l'article L.2241-1 du code du travail,*

*Vu les barèmes de salaires minima annexés à la Convention collective, modifiés en dernier lieu par avenant n°75 du 7 juillet 2015,*

Conviennent de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**- Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective sont modifiés comme suit:

### MINIMA GARANTIS POUR 35 HEURES

Ouvriers Employés	
Echelons	MG 35 h
12	1874 €
11	1826 €
10	1779 €
9	1740 €
8	1686 €
7	1636 €
6	1605 €
5	1573 €
4	1547 €
3	1526 €
2	1510 €
1	1495 €

Maîtrise	
Echelons	MG 35 h
25	2371 €
24	2245 €
23	2120 €
22	1998 €
21	1931 €
20	1874 €
19	1847 €
18	1798 €
17	1754 €

Cadres	
Niveaux/ Degrés	MG 35 h
V	4991 €
IV C	4491 €
IV B	4240 €
IV A	3991 €
III C	3742 €
III B	3492 €
III A	3242 €
II C	2993 €
II B	2743 €
II A	2494 €
I C	2371 €
I B	2245 €
I A	2120 €

SL 4  


SUCLA  
 EP

FGMH CFDT

JPS

AF

AM

**Article 2** - La valeur du point de formation-qualification visé à l'article 2-05 et figurant au point 2 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est portée à 3,23 €.

**Article 3** - Le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 1-10 d) 6 et 8, et figurant au point 3 de l'annexe « salaires minima » de la Convention collective, est porté à 5,66 €.

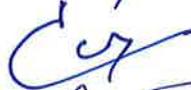
**Article 4** - Il sera procédé au dépôt légal du présent accord, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

**Article 5** - Le présent accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, si l'arrêté d'extension qui le concerne est publié en 2016. Si l'arrêté d'extension était publié en 2017, l'accord entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel cet arrêté aurait été publié.

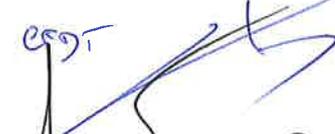
**Article 6** - Les organisations soussignées conviennent de réexaminer le présent accord lors de la CPN de janvier 2017, dans le cas où le SMIC mensuel applicable à partir de janvier 2017 serait supérieur à un ou plusieurs des minima garantis fixés par l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Suresnes, le 6 juillet 2016

**Organisations professionnelles**

FNAAL   
GNESA   
UNIAEC   
FIC   
C.N.P.A.  
Conseil National des Professions de l'Automobile  
SINCEA   
FNLCAM 

**Organisations syndicales de salariés**

FGM CGST   
FO   
CFTC   
CFE-CLC 